L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

ORLEANS, No 72, RUE DU CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 5 AOUT.

Convention Démocratique.

DISCOURS DE HORATIO SEYMOUR.

Le gouverneur Seymour, en prenant place au fauteuil, a prononcé le discours suivant :

Messieurs de la Convention : Je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant à vous présider. Cette Convention se compose d'un grand nombre de délégués de toutes les parties du pays. Nous sommes, en grande partie, étrangers les uns aux autres, et nous avons sur les sujets qui agitent notre patrie des manières de voir différentes. Nous ne pouvons être, d'accord, un corps de nos propres opinions, si envoir tous les faits qui impressionnent l'esprit des autres. Cependant notre session doit être sparte, et nous sommes obligés d'agir sans délai sur des questions d'un caractère irritant et d'une profonde importance pour notre pays. Maintenir l'ordre, réprimer toute manifestation de passion, chasser de notre esprit tout soupçon d'obligations, tel est le premier devoir, ou ce moment (Applaudissements.) Je compte sur votre sentiment du devoir et non sur mon propre habileté, pour me soulager dans la mission que votre bienveillante partialité m'a confiée.

Jamais citoyens un se trouvèrent sous la coup d'une plus grande responsabilité que celle qui pèse maintenant sur nous. (Applaudissements.) Un seul peu seulement le triomphe d'un parti que nous avons en vue. Nous cherchons à trouver pour sauver notre pays les dangers qui le menacent. Nous désirons écarter de lui les misères et les souffrances qui, depuis huit années de mauvaises lois et d'impôts écrasants, paralysent nécessairement les affaires et le travail dans le pays. (Marques d'approbation).

Nous espérons aussi que nous pourrons rétablir l'ordre, la prospérité et le bonheur aux sections de notre pays qui souffrent si cruellement au-delà des lignes de nos États. Soldats, dans les rangs et dans toutes les branches de leur industrie, par suite des malheureux événements des huit dernières années.

Vous prouverez, j'en suis convaincu, que nous réunons par ces liens deux États unis et non toutes les classes de nos concitoyens. Tout en évitant toute expression blessante envers les hommes, nous devons maintenir l'attention publique fixée sur les questions qu'il est maintenant nécessaire d'aborder et de résoudre. (Approbation).

Abandonnons le passé au jugement calme de l'avenir et abordons résolument les périls du jour (approbation.) Nous sommes forcés de résoudre aux assertions émises dans les conclusions votées par la dernière convention républicaine. Je note en fait qu'il n'y a pas dans notre assemblée un homme qui ait dans le cœur le désir de voir subsister de nouveaux griefs. Nous désirons parler de l'injustice qu'il y a à faire payer à une classe de citoyens pour une autre les parts du coût des écoles, des routes, de la loi locale qui pèse sur la propriété immobilière et individuelle, c'est une chose contraire à la sagesse et salubre. (Applaudissements.) Cela a fait descendre le crédit de la propriété, des conditions qui ne sont pas sensibles font toujours tort au crédit de l'emprunteur.

Ils déclarent aussi que la meilleure politique pour diminuer le fardeau de notre dette est de meilleur notre crédit de façon que les capitalistes cherchent à nous prêter de l'argent à des taux d'intérêt plus bas que ceux que nous payons actuellement et que nous devons continuer à payer tant que nous serons menacés de repudiation ou qu'on le comprendra. Alors pourquoi ceux qui emploient des millions des petits frais de peuple de ce pays pour entretenir une autorité militaire despotique et pour souffrir l'existence des États, quand cet argent employé à payer nos dettes eût pu amener les capitalistes à chercher à nous prêter des fonds à des taux plus bas d'intérêt. Sans cette répudiation flétrissante, notre crédit national se serait pas entaché de méfiance dans les marchés du monde.

En déclarant encore que de tous ceux qui furent fidèles dans les épreuves de la dernière guerre, il n'en est pas qui aient plus spécialement droit à être honorés que les braves soldats et marins qui ont enduré les fatigues et les campagnes et des croisières et risqué leur vie au service du pays. Les primes et les pensions, accordées par les lois aux braves défenseurs de la nation, sont une obligation qu'on ne doit jamais oublier. Les veuves et les orphelins des victimes de la guerre sont un peuple de peuple, leur sacré fait à la nation. Cette nation ne doit point se mettre à la place des soldats qui ont fait de leur corps un rempart pour la nation, et